

**Gema Martín-Muñoz.**

**Professeur de Sociologie du Monde Arabe et Islamique. Université Autonoma de Madrid.**

## **Perceptions et réalité des Marocains en Espagne**

L'immigration en Espagne est une expérience très récente qui a lieu dans une société possédant une très forte perception historique de son homogénéité culturelle et religieuse. En fait, depuis l'expulsion des musulmans et des juifs par les Rois Catholiques l'identité collective espagnole a été le résultat d'une conception très monolithique et uniforme, sans visibilité de diversité de race, de culture et de religion.

À partir des années 80 l'immigration va transformer cet état de fait. Dans un tel contexte, la société espagnole est passée en une vingtaine d'années par de grandes transformations du paysage urbain, ainsi que des populations en âge scolaire. Ce n'est plus un pays uniforme, avec une seule religion (le catholicisme), et il doit de plus partager un Etat-Providence, nettement moins providentiel avec d'autres communautés<sup>1</sup>.

De plus, cette expérience a eu lieu à un moment où la dynamique migratoire se caractérise par l'installation permanente des immigrés dans le pays d'accueil. Contrairement à ce qui se passait jadis, la plupart des migrants aujourd'hui ne pensent pas au "retour" dans leur pays d'origine, où ils n'ont, de toute façon, aucune perspective d'avenir, au vu de la crise, économique, sociale et politique, plus grave que jamais et sans aucun signe d'amélioration à moyen terme. Ils ne sont pas des travailleurs temporaires, caractérisés par un comportement discret, "rasant les murs", comme c'était le cas pour ceux qui se considéraient en transit, de façon provisoire, dans un pays étranger. Alors qu'aujourd'hui, les immigrés vont devenir partie intégrante de nos sociétés, en tant que nouveaux citoyens. Au contraire, ils deviennent visibles et ils réclament l'égalité devant la loi en défendant leurs identités de référence.

Dans ce cadre-là, la question de l'intégration est devenue omniprésente dans le débat public actuel. Mais celles-ci tournent autour de trois axes. D'une part, il y a une forte tendance à concevoir l'intégration comme un effort unilatéral, qui doit être uniquement le fait des immigrés, confondant ce concept avec celui d'assimilation, en asseyant de préserver une uniformité historique enracinée dans la mémoire collective. En revanche, on n'envisage guère dans l'opinion publique de penser qu'il s'agit d'un processus d'adaptation mutuelle, où la population autochtone doit également passer par certains changements, au niveau juridique, institutionnel, voire idéologique. Bref, qu'il s'agit d'un processus dynamique et bilatéral qui doit avoir comme cadre de référence l'égalité devant la loi.

D'autre part, loin d'être comprise comme un processus nécessaire, résultat de la nouvelle réalité migratoire qui caractérise l'Espagne actuelle, la question de

---

<sup>1</sup> Sur l'histoire des migrations en Espagne voir le numéro 21 (2002) de la revue *Migrance* consacré à *Espagne, pays de migrations*.

l'intégration est perçue comme "problème" et "conflit". Cette perception plutôt négative est liée à l'idée dominante qui ne considère l'intégration qu'en fonction de la culture et de la religion. L'intégration a, au moins, trois volets : juridique, socio-économique et culturel, et c'est la conjugaison de ces trois aspects qui permettra une approche correcte et la réussite du processus d'intégration. Mais, la culture et la religion sont considérées comme les éléments les plus importants, du fait de la «culturalisation» de toutes les réalités sociales.

Étant donné que les flux migratoires les plus importants en direction de l'Espagne viennent d'Afrique du Nord –surtout du Maroc- (et donc de pays arabes et musulmans), d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est, la question de l'intégration "comme problème" se concentre principalement sur les premiers, perçus comme les plus différents. Les Sud-Américains et les Européens des pays de l'Est sont considérés comme plus proches de nous culturellement que les Musulmans, les deux communautés sont chrétiennes, les Sud-Américains parlent la même langue que nous et les Européens de l'Est appartiennent au même espace, celui de l'Europe.

C'est pourquoi l'argument le plus répandu dans la population aujourd'hui est que "les Musulmans (c'est-à-dire les Marocains) ne sont pas capables de s'intégrer dans la société espagnole", et qu'ils représentent, par conséquent, une source de conflit potentiel pour notre société, nos valeurs et notre identité. Une différence est établie entre "cultures conflictuelles" d'une part et cultures "intégrables", de l'autre. L'islam, clairement rangé parmi les premières, est donc considéré comme plus éloigné de notre culture, et il en devient une menace. Des hommes politiques connus, responsables des questions d'immigration prennent publiquement position pour affirmer que les besoins en main d'œuvre du marché du travail doivent être couverts par les pays d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, puisque le catholicisme est, disent-ils, un facteur clé d'intégration<sup>2</sup>. De plus, depuis que quelques écoles ont commencé à enseigner l'Arabe et la Civilisation musulmane dans le cadre du programme "Enseigner la langue et la culture du pays d'origine", la hiérarchie de l'Eglise catholique déclare que la présence croissante d'autres religions peut être considérée comme une menace pour le catholicisme.

Tout cela est bien évidemment lié à des a priori, des stéréotypes et des préjugés qui alimentent l'imaginaire historique espagnol du Maroc, de l'Islam et du Monde musulman, auquel s'ajoute l'impact des événements politiques internationaux des derniers années, et qui sont projetés sur les communautés d'immigrés en provenance de cette région du monde. C'est d'autant plus évident si on tient compte de la taille de la communauté musulmane en Espagne, qui même si elle représente la communauté immigrée la plus importante (composée surtout des Marocains) compte à peine 500 000 personnes sur une population totale de 40 millions d'habitants.

Tout d'abord, les raisons de cette perception négative proviennent d'un très long processus, qui est étroitement lié à l'expérience historique de l'Espagne vis-à-vis des Arabes et des Musulmans, et ensuite à la conception européenne de la supériorité culturelle de l'Occident.

---

<sup>2</sup> Ainsi a été déclaré par le Delegado del Gobierno para la Extranjería. *El País*, 12 Mars 2001.

Il existe en Espagne une mythologie culturelle autour des "Maures"<sup>3</sup> qui est encore très présente aujourd'hui dans l'inconscient collectif<sup>4</sup>. Depuis la prise de Grenade à la fin du XVe siècle, qui était le dernier émirat hispano-musulman, l'horizon mental de l'Espagne se définit par l'opposition entre Maures et Chrétiens<sup>5</sup>. L'"autre" sera, dès lors, à la fois musulman et étranger, de manière à correspondre à l'image de l'Espagne qui venait d'être créée par les Rois Catholiques, selon laquelle l'unité du pays était déterminée par son homogénéité culturelle et religieuse. Les huit siècles de Al-Andalous furent donc considérés comme une occupation et les batailles des Chrétiens contre les Musulmans une reconquête du pays. Les Musulmans et les Juifs furent expulsés et ceux qui décidèrent de rester se virent contraints à acquérir une autre culture, une autre religion et une autre identité. Ce qui n'empêcha pas qu'on leur reproche leur "non-intégration" et qu'ils soient systématiquement persécutés par une Eglise catholique raciste et fanatique, avant de se faire définitivement expulser en 1609<sup>6</sup>

Depuis, l'interprétation "officielle" de l'Histoire, fournie jusqu'à aujourd'hui par l'école historiographique dominante, insiste en permanence sur les racines romano-visigo-chrétiennes de l'Espagne, dans la négation du legs musulman, et considère que la déportation des Morisques au XVIIe siècle constitue la rupture définitive avec la civilisation islamique. D'autres facteurs historiques ont contribué à construire l'équation : islam = ennemi, menace ou invasion. Les attaques des pirates berbères d'Afrique du Nord à partir du XVe siècle, les affrontements permanents avec la Turquie au XVIIe et au XVIIIe, la relation conflictuelle avec le Maroc au XIXe qui a abouti à plusieurs guerres. Enfin, la participation de Marocains dans l'armée du général Franco pendant la guerre civile en 1936 contre le gouvernement légitime de la République espagnole, a été vécue comme le "retour des Maures", ce qui a, en conséquence renforcé l'image négative des Arabes et de l'Islam<sup>7</sup>.

En plus de cette expérience historique qui lui est propre, la mentalité espagnole partage avec les autres pays d'Europe et le monde occidental en général, le "paradigme culturel consensuel", fondé sur une vision "essentialiste" de la culture islamique, ainsi qu'un sentiment de supériorité culturelle. Cette conception est le produit d'un long processus historique qui remonte à la Renaissance, et qui s'est intensifié pendant le colonialisme au XIXe et au XXe siècle. Pendant la Renaissance, tout d'abord, où s'est développée l'idée que la pensée européenne s'enracine exclusivement dans les fondements gréco-romains et judéo-chrétiens (excluant la contribution des cultures orientales). Plus tard, avec le développement du colonialisme, nous en sommes arrivés à penser que la culture européenne était supérieure à toutes les autres, et à mépriser la culture des peuples colonisés. L'Europe est depuis imbuë d'un ethnocentrisme culturel profond qui lui sert de prisme essentialiste pour mépriser les autres cultures (c'est-à-dire qu'elle considère que les autres cultures sont fermées, immuables, monolithiques,

---

<sup>3</sup> Le terme remonte aux royaumes catholiques où il était utilisé pour désigner les Musulmans de Al Andalus. Il est ensuite passé dans la langue, souvent avec des connotations péjoratives, il est utilisé en Espagne soit pour parler des Marocains, soit de manière plus générale pour désigner les Arabes et les Musulmans.

<sup>4</sup> Gema Martín-Muñoz, "Perceptions de l'Islam en Espagne". *Confluences Méditerranée*, n° 19, 1996, pp. 183-196.

<sup>5</sup> Juan Goytisolo, *Crónicas Sarracinas*. Barcelona : Ruedo Ibérico, 1982.

<sup>6</sup> J.M. Pérez de Perceval, *Todos son uno. Arquetipos, xenofobia y racismo. La imagen del morisco en la Monarquía española de los siglos XVI y XVII*. Almería: Instituto de Estudios almerienses, 1997.

<sup>7</sup> M<sup>a</sup> Rosa de Madariaga, *Los Moros que trajo Franco*. Madrid: Ed. Martínez Roca, 2002.

incapables de progrès ou d'évolution, ce qui détermine leur avenir). Nous avons en conséquence tendance à penser que les concepts de progrès, de dynamisme et d'innovation appartiennent à la civilisation européenne, qui est ensuite devenue occidentale, et qui doit être universellement imitée<sup>8</sup>.

Cette vision essentialiste, alliée à notre perception historique des Maures, est profondément enracinée dans la mentalité espagnole, et elle constitue la raison principale de son incapacité à comprendre l'islam et de son entêtement à penser que l'intégration des Musulmans ne peut se faire que par l'assimilation.

À tout cela s'ajoutent les conséquences des attentats terroristes du 11 Septembre, qui ont considérablement renforcé le sentiment de supériorité culturelle de l'Occident et la stigmatisation essentialiste des Musulmans, ce qui n'est pas sans conséquences pour les Musulmans qui vivent en Occident. On a vu resurgir l'idée selon laquelle l'Occident = monde civilisé, dans un scénario qui glorifie les vertus de "notre culture" en l'opposant à un monde arabe "médiéval", "archaïque", "primitif", etc... Un grand nombre de personnes en sont arrivées à une conception dualiste des choses selon laquelle les attentats du 11 Septembre, attribués pourtant à un groupe terroriste bien précis, sont en fait l'expression d'un affrontement entre deux modèles, deux mondes monolithiques opposés, voire même en état de guerre : l'Occident et le monde musulman<sup>9</sup>.

De plus, les media transmettent constamment l'idée qui veut que tout Musulman vivant en Europe peut être un terroriste clandestin, et que plus ils sont intégrés, plus ils sont suspects. Ces articles ne font qu'augmenter les préjugés contre les Musulmans et le sentiment de suspicion à l'encontre de ceux qui vivent dans nos pays, entraînant en conséquence des attitudes xénophobes qui peuvent avoir des conséquences sociales extrêmement graves.

À partir de cet amalgame qui est le résultat de la mémoire historique et des événements les plus récents, on a abouti à une démarcation entre « immigrants désirables » (latino-américains et de l'Europe de l'Est) et « immigrants suspects » (marocains et musulmans en général) qui oriente la perception de la société, ainsi que les politiques migratoires.

Dans ce sens, on ne peut passer sous silence que lors du dernier processus de régularisation qui a eu lieu en Espagne en l'an 2000, le nombre de dossiers rejetés était très élevé dans le cas des Marocains, Algériens et Pakistanais (50 %), alors que les Equatoriens et les Colombiens ont été le groupe le plus favorisé avec 76 % de dossiers acceptés<sup>10</sup>.

En outre, il y a eu, par exemple, en Février 2002 un énorme tohu-bohu social et médiatique autour de la question du "foulard islamique" (hijab), porté par une jeune fille marocaine à l'école. Le cas a été présenté la plupart du temps comme une menace pour

---

<sup>8</sup> Sophie Bessis, *L'Occident et les Autres*. Paris : La Découverte, 2001. Gema Martín-Muñoz (ed), *Islam, Modernism and the West*. London: IB Tauris, 1999.

<sup>9</sup> *L'evolució de la imatge de l'immigrant en els diaris mes llegits a Catalunya després de l'11 de setembre de 2001*. Centro de Estudios Africanos de Barcelona, 2002.

<sup>10</sup> Source: Dirección General de Ordenación de las Migraciones del Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales, 2000.

"nos valeurs culturelles modernes", alors que les violentes émeutes racistes qui ont eu lieu dans le Sud de l'Espagne (El Ejido) contre les travailleurs marocains en Février 2000, sont loin d'avoir suscitées des réactions aussi vives dans la société en général.

On peut en avoir d'ailleurs un autre exemple avec ce qui s'est produit en Andalousie en Mars 2002. Les agriculteurs de la région de Huelva ont refusé d'embaucher des Marocains pour la cueillette des fraises comme ils le faisaient les années précédentes. Ils ont embauché des Polonaises à leur place. Avec comme résultat, 7000 Marocains sans emploi, errant dans les rues à la recherche de nourriture<sup>11</sup>. Il s'agit sans doute de l'épisode le plus frappant, et il a inévitablement été rendu public, mais la tendance existe et va croissant, même si elle est encore peu visible.

Il est d'autre part intéressant de constater que les immigrés d'Afrique subsaharienne, dont un grand nombre sont également musulmans, et qui viennent de cultures très différentes de la nôtre, ne sont pas inclus dans cette perspective négative. Au contraire, ils sont considérés comme des gens tranquilles et dociles. Pendant les attaques racistes de El Ejido, les habitants du village déclaraient dans les media qu'ils n'étaient pas racistes puisqu'ils n'ont rien contre les Noirs qui sont "gentils" et "dociles"<sup>12</sup>. La réaction de rejet vise les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient qui constituent le "véritable" monde musulman aux yeux de la société espagnole.

Face à cette mythologie anti-musulmane créée par l'imaginaire collectif espagnol et appliquée aujourd'hui aux Marocains qui vivent en Espagne, quelle est la situation réelle de ces immigrés aujourd'hui ?

Entre Novembre 2001 et Février 2002, nous avons réalisé une enquête sur le terrain, fondée sur des interviews approfondies avec des Marocains qui vivent dans les trois régions autonomes qui regroupent le plus d'immigrés : la Catalogne, Madrid et l'Andalousie. L'objectif de cette étude visait à réunir des informations, de la bouche même des immigrés, sur leur expérience migratoire, leur attitude vis-à-vis de la religion, la culture, l'identité, leur expérience par rapport à la société espagnole. C'est-à-dire que nous voulions savoir qui ils sont, comment ils vivent, et comment ils perçoivent leur interaction avec la société espagnole.

Nous allons maintenant passer aux résultats les plus marquants de cette étude, qui nous donne des indications sur ce que vivent les Marocains installés aujourd'hui en Espagne. Cela dit, il ne faut pas oublier que ce phénomène est très récent, vu qu'il n'a commencé en Espagne que vers le milieu ces années 80. Le processus est donc encore en cours, et il faudra qu'il se consolide. Ce que nous avons pu observer ne sont que les premiers signes de tendances émergentes<sup>13</sup>.

Le premier facteur qu'il faut souligner, c'est la diversité de plus en plus grande des immigrés marocains. La couverture accordée par les media au phénomène des "pateras" (ces petites barques qui tentent la traversée du détroit de Gibraltar), et sur les

---

<sup>11</sup> El País 4 et 10 Mars 2002.

<sup>12</sup> *El Ejido, tierra sin ley*. Bruselas: Foro Cívico Europeo, 2002.

<sup>13</sup> Cette recherche a été publiée dans le livre: Gema Martín-Muñoz, Ana López Sala, Rafael Crespo, J. García, *Marroquíes en España. Estudio sobre su integración*. Madrid: Publicaciones de la Fundación Repsol YPF, 2003.

situations sociales les plus conflictuelles, donne l'impression d'un profil très homogène des immigrés marocains : très pauvres, analphabètes et vivant dans une extrême précarité. Alors qu'en fait notre étude montre qu'il existe une grande variété de types sociaux, et que cette tendance se renforce.

On a pu observer à partir des années 90 deux facteurs caractéristiques de la communauté marocaine : elle comprend de plus en plus de femmes et de plus en plus de jeunes. En Espagne, 32% des Marocains sont des femmes qui émigrent seules (c'est-à-dire qu'elles ne le font pas dans le cadre du regroupement familial). Elles arrivent toutes seules, comme les hommes et se mettent à chercher du travail. Elles jouent donc, par conséquent, un rôle de plus en plus important en tant qu'agent de développement et d'intégration culturelle. De fait, nous sommes en mesure de dire, d'après les interviews que nous avons réalisées, que leur "efficacité interculturelle" (c'est-à-dire la mise au point de stratégies d'adaptation capables d'intégrer ce qui est nouveau sans rompre pour autant avec ce qui leur appartient en propre) et leur insertion dans le pays d'accueil sont beaucoup plus grandes que celles des hommes.

On assiste également par ailleurs à l'arrivée de plus en plus fréquente de jeunes Marocains. Le désir d'émigrer n'affecte donc plus uniquement les milieux les plus démunis, mais touche entre temps les élèves et les étudiants. Il ne faut pas oublier que le taux de chômage des jeunes au Maroc est deux fois élevé que pour l'ensemble de la population active. 33 % de ces jeunes chômeurs sont diplômés. Il n'est donc pas surprenant de lire dans une étude faite en 1995 à l'Université Mohammed V de Rabat, que 60 % des étudiants souhaitaient émigrer, s'ils en avaient la possibilité<sup>14</sup>

De ce fait, un nombre relativement grand de travailleurs immigrés marocains ont fait des études et ont un projet professionnel. Les deux raisons principales de leur départ sont l'absence totale de perspective d'avenir sur le plan personnel, et la quasi impossibilité d'envisager une amélioration de la situation du pays lui-même. Certaines familles marocaines vont même aujourd'hui jusqu'à investir dans l'éducation d'un de leurs fils dans le but d'avoir recours à l'émigration comme solution à leurs difficultés économiques, actuelles ou à venir, étant donné qu'ils ne croient guère à une possibilité de sortir de la crise économique du pays.

Ils savent bien entendu parfaitement quel est le type d'emplois mal payés auxquels ils auront probablement accès en Espagne, mais il leur semble plus probable d'accéder, à terme, à un certain niveau de prospérité ici que là-bas. Ceci est encore plus vrai pour les femmes qui ont fait des études, dans la mesure où leur formation représente un accès à une plus grande autonomie sociale et familiale, à une émancipation. Leurs attentes sont donc encore plus grandes que celles des hommes, parce que l'enjeu est plus grand.

Face à une telle diversité parmi les immigrés marocains (sexe, âge, niveau culturel et projets), la société espagnole réagit de façon plutôt monolithique, en les confinant toujours aux mêmes emplois ingrats. D'après l'expérience faite par les

---

<sup>14</sup> R. Bourqia, M. al-Kharras, D. Bensaid, *Jeneusse estudiantine: Valeurs et Stratégies*. Rabat: Fac. des Lettres, 1995.

immigrés que nous avons interviewés, il n'existe pratiquement pas de possibilité de promotion sociale ou professionnelle (ce qui conduit un certain nombre d'entre eux à s'installer en indépendant, en ouvrant un commerce par exemple). Cette situation crée un sentiment de frustration chez ceux qui sont ici depuis un certain temps et qui voient qu'"on ne leur ouvre toujours pas la porte". De plus, ce qui est réellement frappant c'est de voir que, s'ils éprouvent ce sentiment de frustration, ce n'est pas uniquement parce qu'ils doivent prendre les emplois que les Espagnols eux-mêmes ne veulent plus faire (ce qui est inévitable dans toute situation migratoire), mais parce qu'ils ont l'impression que les Espagnols refusent d'envisager qu'eux, les Marocains, puissent améliorer leur situation ou leur niveau de vie, même lorsque les circonstances le leur permettraient. Les Espagnols veulent garder leur "supériorité" dans ce domaine, comme un a priori auquel on ne touche pas. Mises à part quelques exceptions, les immigrés interviewés expliquent que lorsqu'ils ont la possibilité d'améliorer leurs conditions de travail, leurs collègues espagnols réagissent par la négative et que les tensions sur le lieu de travail augmentent. Ils disent que les travailleurs espagnols n'acceptent pas ou sont très réticents à être vus sur un pied d'égalité avec des Marocains.

Il est significatif que toutes les personnes interviewées déclarent qu'elles se sentent rejetées par la société espagnole, en tant que Marocains et en tant que Musulmans. Leur visibilité en tant que Marocains génère des réactions négatives chez les Espagnols. C'est ce que disent les femmes, surtout si elles portent le "hijab". Elles sont souvent obligées de l'enlever à la demande de leur employeur, ou par tactique, pour trouver du travail. Leur identité en tant que Musulman est perçue, a priori, de façon négative, par les Espagnols, qui d'autre part savent très peu de choses sur la réalité de l'Islam et la façon dont il est vécu. Dans la mesure où ils se sentent tellement rejetés, ils ont d'autant plus tendance à se replier sur leur identité musulmane et à s'éloigner davantage de la société espagnole. C'est principalement pour cette raison que leur relation avec les Espagnols n'évolue pas, et qu'ils ont avant tout des liens avec leur propre communauté, la mosquée étant un élément fondamental de leur environnement social. À cet égard, la mosquée n'est pas seulement le lieu où l'on remplit ses obligations religieuses, mais surtout l'espace qui rend la socialisation possible, ce qui est précisément ce qui leur manque dans l'espace public espagnol.

Nous constatons facilement que les Marocains qui vivent en Espagne ne passent pas par un processus de perte de leur identité culturelle et religieuse, du fait de leur installation dans un pays qui n'a pas les mêmes références culturelles et religieuses. On assiste plutôt à un processus évolutif de reconstruction autour de leur identité musulmane, en combinant à la fois des éléments de leur société d'origine et de celle du pays d'accueil. Il en ressort un concept dynamique de l'identité qui ne signifie pas perte de l'identité. Il est par exemple très important de comprendre que les femmes n'abandonnent pas automatiquement leur pratique religieuse ou leur identité culturelle en tant que Musulmane (ce qui explique pourquoi un grand nombre de femmes revendiquent leur droit de porter le hijab, comme un signe d'identité) tout en faisant le choix de davantage d'autonomie et d'émancipation. De nombreuses femmes, surtout les jeunes qui ont reçu une éducation, établissent une différence entre les traditions patriarcales qu'elles rejettent et leur appartenance à l'Islam. En d'autres termes, elles ne se détournent donc pas nécessairement de leur identité musulmane, ni dans un grand nombre de cas, de leur pratique religieuse, simplement parce qu'elles refusent les traditions qui les soumettent à des codes de conduite sociaux discriminatoires.

Il est clair que l'identité n'est pas diluée, mais transformée de telle manière qu'elles ne se sentent pas paralysées lorsqu'il s'agit de défendre leur autonomie et leur émancipation. Et, ce qui est encore plus intéressant, certains hommes défendent le même point de vue. Ils pensent que ce qui est essentiel, c'est de conserver certains signes de leur identité qu'ils pourront transmettre à leurs enfants, et que pour ce faire, ils devront accepter un certain nombre de changements sociaux inévitables dans leur nouveau contexte migratoire.

Dans la mesure où ils constituent une minorité en tant que Musulmans, ils doivent réfléchir à ce qu'ils sont, et à comment ils peuvent s'adapter à cette situation nouvelle pour eux, alors que, dans leurs pays d'origine, cela fait simplement partie de leur patrimoine culturel. Cette nouvelle situation favorise le développement d'un processus d'interprétation et de transformation de la pensée, lié au nouvel environnement socioculturel, qui est non seulement différent, mais de plus majoritaire.

Notre recherche a également montré, dans cette perspective, la constitution d'un nouveau leadership "décentralisé" et autonome, dans les différentes villes où vivent le plus d'immigrés marocains. Il s'agit d'immigrés qui vivent déjà depuis un certain temps en Espagne, qui connaissent bien le contexte social, tant du côté espagnol, comme de celui de leur communauté, et dont la manière de percevoir ce que signifie être un Musulman en Espagne aujourd'hui, a mûri. Ils sont davantage conscients de ce qu'ils ne veulent pas abandonner et des transformations qu'ils sont prêts à accepter.

C'est pourquoi nous pensons qu'ils auront un rôle clé à jouer dans le processus d'adaptation et d'intégration de la population marocaine en Espagne, et qu'ils doivent par conséquent être pris en compte par les hommes politiques responsables de la conception et de la mise en œuvre des politiques d'intégration.

Ceci est d'autant plus important que l'intégration pacifique de l'islam dans notre société implique, du côté des immigrés une direction (un leadership) capable de produire une contre information à même de contrebalancer le point de vue essentialiste, dominant et négatif, et de devenir des interlocuteurs crédibles, de manière à ce que les immigrés ne soient plus perçus comme des étrangers hostiles, mais au contraire comme partie intégrante d'une réalité locale.

Il va falloir tenir compte de deux aspects fondamentaux pour atteindre un tel objectif. D'une part, l'intégration doit être acceptée en tant que telle, sans crainte ni hésitation, puisque l'islam fait partie du nouveau paysage de la société espagnole, et que c'est une réalité (minoritaire, mais bien réelle) qui ne va pas se dissoudre avec le temps.

D'autre part, il est nécessaire de détecter et de faire participer les acteurs qui seront les plus bénéfiques pour le processus d'adaptation des deux parties en présence. C'est à dire, les acteurs qui sont les plus autonomes, indépendants vis-à-vis des interprétations traditionalistes et rigides de l'islam, émanant de régimes arabes intolérants, qui essaient de contrôler les lieux de culte de l'islam en Europe.

À chaque fois que les autorités locales seront réticentes à construire une mosquée, un lieu de prière ou un centre culturel, il est probable que ce soit justement ces

milieux conservateurs qui financeront le projet, de manière à étendre leur influence, grâce au contrôle de ces infrastructures.

Ces nouveaux cadres de la communauté marocaine en Espagne ont les caractéristiques suivantes : ils sont présents au niveau local et actifs surtout auprès des immigrés qui sont en Espagne depuis longtemps. Ils jouent leur rôle d'encadrement par la mobilisation informelle de leur communauté (très souvent par le biais d'associations culturelles ou de la mosquée, quelquefois dans des lieux de rencontre informels, tels que des magasins, des marchés ou des lieux de loisirs), ainsi que par l'aide qu'ils apportent, notamment pour les procédures de regroupement familial. Leur situation économique est relativement bonne, en tout cas par rapport au reste de la communauté, ils ont des contacts avec des Espagnols sur leur lieu de travail, et ils se considèrent comme des Musulmans pratiquants (l'une de leur préoccupation principale demeure la transmission des valeurs de l'islam à la prochaine génération). Ils vivent avec leur famille, et leurs enfants sont scolarisés en Espagne, et en général, ils ne s'habillent d'une manière différente de la population espagnole. Ils ne portent pas de vêtements qui les singularisent en tant que Marocains ou Musulmans qu'à certaines occasions (généralement, le vendredi) et pour des manifestations, religieuses ou autres, de la communauté. Ils ont l'habitude de s'adresser aux institutions publiques (parce que c'est nécessaire dans leur vie quotidienne, et à cause de leurs activités, s'ils sont responsables d'une association). Ils sont tous plutôt pessimistes quant à l'évolution de la situation et aux réactions de l'opinion publique en Espagne, mais ils restent néanmoins convaincus qu'il ne doit pas être incompatible de vivre en Espagne et de pratiquer l'islam. De plus, ils pensent qu'avec l'accroissement de la communauté, la société espagnole et les hommes politiques seront amenés à prendre des mesures plus réalistes pour répondre aux besoins qui sont les leurs. Dans certains cas, il s'est agi, dans un premier temps, d'un leadership informel, qui a été ensuite institutionnalisé par le biais d'une association, ou d'une organisation quelle qu'elle soit. En fait, ils doivent souvent être encouragés et convaincus par des amis, des parents ou des collègues d'occuper la place qui est la leur, et jouissent donc d'une réelle légitimité auprès de leur communauté, qui n'est guère encline à laisser les plus jeunes remplir ce genre de fonction. En règle générale, ils ne font pas confiance aux institutions espagnoles, ni même à certaines organisations de la société civile ("ils sont pleins de bonne volonté, mais ils ne savent pas qui nous sommes et quels sont nos besoins").

Il est intéressant de voir qu'ils ne font pas non plus confiance aux représentants officiels de l'Islam en Espagne qui composent la Commission Islamique d'Espagne. Ceux-ci sont les interlocuteurs de l'administration, alors qu'aucun de ces nouveaux leaders issus de la communauté n'en fait partie, malgré leur légitimité, et dans certains cas, leur potentiel de mobilisation, même si, jusqu'ici, ils en usent de façon plutôt discrète.

Ils expliquent qu'il leur a fallu trouver de nouvelles formes d'organisation, dans la mesure où les grandes mosquées, les institutions de la société civile et les institutions du pays d'accueil ne leur avaient été d'aucune utilité. Leurs critiques portent sur la réticence de l'administration à leur accorder des subventions, (alors que d'autres associations en obtiennent) ou à les reconnaître en tant qu'interlocuteurs. Il est donc sans doute possible de dire qu'il existe d'ores et déjà, un fossé entre les représentants reconnus comme tels par les institutions espagnoles et ceux issus de la base. De toute

évidence, il n'y a guère de contacts, pour l'instant, entre ces nouveaux leaders locaux, de telle sorte qu'on ne peut parler de réseau organisé autour d'une nouvelle direction.

Il faut également mentionner un autre facteur clé à l'origine de l'émergence de ces nouveaux groupements et/ou associations. Il s'agit de la présence sur place de nouvelles générations, et surtout du pessimisme régnant quant à leur avenir. Lorsqu'ils parlent des jeunes, les "anciens" réproouvent certaines de leurs attitudes, d'une part, et de l'autre, expriment leurs préoccupations. Ils ont tendance à penser que les jeunes s'écartent du "droit chemin" (c'est-à-dire de la bonne conduite requise de tout croyant). D'après eux, cela n'est pas tant dû à l'influence de la société espagnole (du moins ne le disent-ils pas explicitement), mais plutôt au manque d'attention consacrée aux enfants par leurs parents, épuisés par leur journée de travail et par les tracasseries administratives. Ils indiquent également l'absence d'instances religieuses ou de reconnaissance officielle de l'Islam (sur un pied d'égalité) de la part de l'Espagne.

De fait, l'une des revendications les plus fréquentes porte sur l'égalité des chances (dans tous les domaines, y compris la religion) dans le cadre d'un état non confessionnel. Ils déclarent que la dimension religieuse est occultée, voire même exclue du modèle d'intégration qui leur est proposé par l'administration espagnole. ("l'Islam est considéré comme un obstacle à l'intégration", on nous demande d'abandonner notre héritage religieux"), ce qui leur semble injuste et discriminatoire, par rapport à la façon dont sont traitées d'autres religions en Espagne.

Lorsqu'on demande à ces nouveaux leaders dans quelle mesure leur pratique religieuse a changé, du fait de l'émigration, la réponse est toujours la même. L'expérience de l'émigration n'a changé ni leurs convictions, ni leurs pratiques religieuses. La foi reste la même, la pratique est la seule chose qu'il faut adapter à ces circonstances nouvelles, et il suffit d'une courte période de transition pour s'habituer à un nouveau rythme. Il est possible d'avoir une vie normale, et d'être respecté en Espagne, tout étant Musulman et pratiquant. Ils ont néanmoins l'impression que le modèle d'intégration défendu par l'administration espagnole envisage la diversité dans sa dimension ethnique, mais pas sur le plan religieux ni culturel. Et en effet, les responsables espagnols de l'immigration considèrent, en général, que "nous pouvons accepter une société multiethnique ou multiraciale, mais pas multiculturelle"<sup>15</sup>.

La majorité des personnes interviewées sont opposées à l'idée d'assimilation ("la façon dont les Espagnols conçoivent l'intégration signifie que nous devons abandonner notre culture et notre religion"), Cela dit, certains d'entre eux optent pour une stratégie "profil bas", c'est-à-dire passer le plus inaperçu possible, ne pas se faire remarquer par des vêtements ou un accent arabe, de manière à être mieux acceptés par la société espagnole.

Du fait de leur nouvelle situation, et d'autant plus puisqu'ils se sentent rejetés dans leur vie quotidienne, les immigrés renforcent les liens avec leurs parents et amis installés en Espagne et avec les membres de la communauté marocaine. À tel point que certains avouent, y compris des femmes, qu'ils vont plus souvent à la mosquée depuis

---

<sup>15</sup> *El País* 23/2/2002.

qu'ils sont ici, car c'est leur lieu principal de socialisation. En réalité, pour un grand nombre d'entre eux, la mosquée est moins l'endroit où ils se rendent pour prier qu'un centre social, où ils peuvent obtenir des informations, et rencontrer des gens qui peuvent les aider à mener une vie normale en Espagne. Ce mouvement de retour à la communauté est relativement fréquent, quelles que soient les caractéristiques socio-démographiques. Et de nombreux immigrés déclarent que cela n'aurait pas été nécessairement le cas si la société espagnole s'était montrée plus ouverte vis-à-vis de la présence de personnes d'une autre culture.

Ce sentiment de rejet entraîne de nombreuses conséquences. La première d'entre elles étant que la plupart des immigrés s'intéressent à peine à ce qui se passe en Espagne, et qu'ils ne participent pas aux institutions du pays d'accueil. Ils pensent que la société espagnole exige de leur part des efforts qui sont toujours à sens unique ("c'est nous qui devons faire tout le travail"). La vie est tellement dure dans un environnement aussi hostile qu'ils finissent par mener une vie centrée autour de la famille et du travail.

Il faut dire à ce propos que le culte musulman a lieu dans un cadre précaire en Espagne, puisque la société espagnole réagit de façon négative aux diverses initiatives en ce domaine. La mosquée ou le lieu de prière étant l'un des aspects de la visibilité des Musulmans qui provoque des réactions exacerbées (à quelques exceptions près). Les Espagnols ne comprennent toujours pas que les mosquées ne sont qu'un des signes de l'adaptation et l'enracinement de la population musulmane dans notre pays, ce qui implique une certaine visibilité, et la reconnaissance sociale de leur présence, en plus de la reconnaissance juridique et institutionnelle. En réalité, la situation dépend avant tout des pouvoirs locaux, qui fonctionnent au cas par cas. Toutes les communes ne réagissent pas de la même façon, alors que de leur attitude est décisive quant à l'acceptation ou non d'une mosquée sur leur territoire.

Dans certaines communes, comme à Llagostera (province de Gérone), la salle de prière se trouve dans un centre civique et social de la municipalité. À Rosas (Gérone), les mesures prises par les autorités leur ont permis d'endiguer les premiers signes de protestation des habitants du quartier. À Madrid, l'expérience de Getafe est très positive, alors qu'à Majadahonda, la construction de la mosquée a déclenché un énorme conflit social. Voici comment les choses se sont passées à Majadahonda. Au départ, un "centre culturel" avait été créé au début des années 90, (en réalité, une mosquée), il a été fermé à de nombreuses reprises par manque de fonds. À un moment donné, la mairie avait accordé une subvention, mais le centre fut définitivement fermé en 1998. Un nouveau centre fut ouvert, ailleurs en ville en l'an 2000, mais aucune autre subvention n'a été accordée. Les responsables du centre pensent que c'est à cause des manifestations organisées par une bonne partie des habitants du quartier, qui ont mobilisé la population locale, et influencé ainsi les pouvoirs publics. De fait, l'ouverture a eu lieu en pleine vague de protestation, et les activités de la communauté musulmane ont lieu, de ce fait, dans le plus grand isolement. L'expérience de Getafe est totalement différente. Nous avons ici une association culturelle qui reçoit des fonds de la municipalité et qui participe à la "table ronde sur l'intégration et les minorités ethniques", mise en place par la commune. Cela signifie que non seulement ils participent à un grand nombre d'activités financées et organisées par les pouvoirs locaux, mais qu'ils reçoivent également des fonds pour organiser des activités où participent aussi la population espagnole locale. Les membres de l'association ont été intégrés comme un secteur, parmi d'autres, au tissu social, et ils sont membres de l'organe consultatif créé par le

Conseil Municipal auprès du Conseiller responsable de la coopération et des minorités ethniques. Jusqu'ici, les relations avec l'administration ont été bonnes, et il n'y a pas eu de réactions négatives de la population par rapport aux activités de l'association.

On peut dire, par conséquent, que les conflits se produisent souvent lorsque les pouvoirs locaux n'ont ni vision globale, ni stratégie en la matière, alors que le processus migratoire arrive à un stade de consolidation de l'identité musulmane en Espagne. Comme nous avons pu le voir dans notre enquête, les revendications culturelles et religieuses n'en sont qu'à leur début, la situation socio-économique étant encore au centre des préoccupations. Dans de telles circonstances, il est d'autant plus préoccupant de constater que, même si le processus de visibilité, d'organisation et d'enracinement des Musulmans dans la vie sociale et politique du pays n'en est encore qu'à ses balbutiements, le "facteur musulman" a été clairement "gonflé" à outrance. La tendance étant à rechercher à la loupe des défauts chez tous les immigrés musulmans et à alimenter ainsi la presse à scandale. Les articles portent souvent sur des situations patriarcales qui sont montées en épingle, mais qui existent effectivement. Nous avons rencontré dans nos interviews des exemples de pères ou de jeunes hommes récemment installés en Espagne qui ont une conception patriarcale de leur autorité sur leur femme et leurs filles, ou qui sont réticents pour participer à des réunions de parents d'élèves. Ces cas existent. Mais ce type de comportement est interprété comme si ces immigrés n'avaient pas eu une vie avant d'arriver en Espagne. On exige de leur part qu'ils se comportent comme de parfaits citoyens, sans tenir compte de la réalité sociale dont ils proviennent, et qui, jusqu'ici, constituait leur unique expérience et leur seul univers mental. L'école au Maroc ne fonctionne pas comme en Espagne, les mécanismes de participation ne sont pas aussi enracinés, la structure sociale dominante est patriarcale, et elle est transmise par la famille, l'éducation et les institutions. Le processus d'adaptation à d'autres façons de vivre, plus modernes, demande du temps, et il est nécessaire que les responsables politiques de l'immigration en aient conscience. Cela dit, cette transformation sociale progressive ne signifie pas pour autant que ces personnes vont cesser d'être des Musulmans, mais qu'ils vont adapter l'Islam à leur nouvelle situation. C'est la difficulté à accepter une telle réalité qui constitue aujourd'hui l'obstacle principal à l'intégration en Espagne.